
[Pour un nouveau bloc historique](#)

Le 24-04-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Toute révolution a nécessairement besoin de s'arrimer à un mouvement culturel qui implique la critique du système existant et l'acquisition de nouvelles idées. Toute révolution constitue un fait culturel qui bouleverse le système de pensée précédemment dominant. Pour parvenir à opérer ce basculement il convient d'abord de comprendre comment s'exercent les processus culturels dominants. Dans le système capitaliste, le pouvoir des classes dominantes ne repose pas uniquement sur le contrôle des appareils répressifs de l'État (justice, police, armée...). Il repose d'abord sur son « hégémonie culturelle » [1], au moyen du contrôle du système éducatif, des institutions religieuses, des médias, des Think-Tanks, de la fonction idéologique des grandes entreprises, de la publicité...

L'influence intellectuelle, morale, sociologique et psychologique des classes dominantes s'impose par un jeu savant de diffusion d'idées, du contrôle économique et de l'État.

Cet entrelacement d'une vision du monde, une « philosophie », des coutumes et un modèle de vie formaté apparaît comme un sens commun. Il s'agit en réalité d'un système d'idées, une idéologie qui opère sur le peuple et, en particulier sur les classes dominées, soumises à des lavages de cerveaux continus qui font obstacles à penser la société autrement. Sa perversité est de laisser croire à chacun qu'il est « libre » de son opinion et de sa manière de vivre alors même que chacun est enfermé dans un modèle de pensée qui le façonne.

Alors, comment faire pour briser le cycle infernal de la reproduction idéologique dominante ? Le système peut présenter des failles. Une crise de l'hégémonie culturelle peut éclater quand, même en étant toujours au pouvoir, la classe sociale politiquement dominante n'est plus capable de résoudre les problèmes de toute la société. Sa conception du monde perd alors de sa crédibilité. Il devient possible qu'une des classes dominées parvienne à présenter des solutions concrètes aux problèmes irrésolus et à faire partager sa vision du monde à d'autres groupes sociaux. Dans ce cas elle peut devenir dirigeante et impulser la création d'un nouveau « bloc historique ».

C'est la situation dans laquelle nous sommes depuis quelques années.

Le Parti socialiste, qui s'appuie sur de larges fractions de la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle et des catégories intermédiaires, a perdu l'initiative et sa crédibilité.

Non seulement il n'impose pas sa vision du monde, mais il suscite à l'inverse un réflexe de rejet. Le processus de construction d'une nouvelle hégémonie culturelle qui est en cours rassemble une part significative des ouvriers, des employés, des petits et moyens commerçants et artisans dans le vote FN. C'est la seule dynamique politique qui existe en France. Elle s'appuie toutefois sur des éléments contradictoires.

La critique de la mondialisation néolibérale, la volonté de souveraineté nationale, le discours sur la sortie de l'Union européenne et de l'euro, la reprise d'éléments du discours syndical sur l'emploi et les salaires : le recours à l'évocation de ces thèmes vise à donner l'apparence que le FN va combattre la mondialisation, sortir de l'Union européenne et de l'euro, résoudre les problèmes de l'emploi et des salaires. La réalité est tout autre. Rien, dans le programme du FN, ne permet de résoudre les problèmes évoqués. Le référentiel sur lequel s'appuie le FN est celui d'un nationalisme français arrogant vis-à-vis des autres peuples, l'encouragement à la xénophobie et au racisme, la haine des fonctionnaires et des syndicalistes, l'idéologie d'un capitalisme familial paternaliste et autoritaire. Or ce sont ces idées qui s'imposent en France.

Les autres forces politiques sont asséchées car elles ont démontré, dans les faits, qu'elles ne répondent en rien aux aspirations populaires.

En proposant une définition large et dynamique des classes populaires et des classes moyennes (les classes dominées) le Parnem cherche à créer un nouveau bloc historique faisant référence à toutes les personnes victimes, à différents titres, des politiques néolibérales et, de manière plus générale, à tous ceux et à toutes celles qui souffrent du capitalisme. Soit plus de 80% de la population. Cette union de classes sociales vise à créer les conditions du portage de la remise en cause de l'hégémonie culturelle des classes dirigeantes et à lui substituer un nouveau système de pensée afin de parvenir à une prise du pouvoir politique et économique libérant la Nation et restituant la souveraineté du peuple et ouvrant sur une nouvelle organisation sociale.

[1] 1. L'hégémonie culturelle est un concept qui décrit la domination culturelle d'un groupe ou d'une classe et le rôle que les pratiques quotidiennes et les croyances collectives jouent dans l'établissement des systèmes de domination. L'analyse de l'hégémonie culturelle a été d'abord formulée par Antonio Gramsci. Il pensait que l'échec des travailleurs à faire la révolution socialiste était dû à l'emprise de la culture hégémonique bourgeoise sur l'idéologie et les organisations des travailleurs.

Il s'agit donc de mener une lutte culturelle devant permettre d'attirer toutes les classes opprimées dans la lutte pour la prise du pouvoir politique. Pour Gramsci, toute classe qui vise à la conquête du pouvoir politique doit en effet dépasser ses simples intérêts « économiques », prendre la direction morale et intellectuelle, et faire des alliances et des compromis avec un certain nombre de forces sociales. Gramsci appelle cette union des forces sociales un « bloc historique » (terme emprunté au syndicaliste Georges Sorel). C'est à partir de cette alliance que l'insurrection contre le capitalisme pourra être conduite avec le support des masses.

[Opens in a new window](#) [Opens in a new window](#) -

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire

